

## Communication au colloque du GIS Démocratie et participation

« Les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques »

26 janvier 2017

Frédéric Barbe, géographe  
Architectures Ambiances Urbanités, ENSA Nantes.

[frederic.barbe@crenau.archi.fr](mailto:frederic.barbe@crenau.archi.fr)

<http://aau.archi.fr/equipe/barbe-frederic>

*Ce texte est une transcription arrangée de la communication orale en atelier (15 minutes), allégée dans l'appareil critique, mais enrichie de quelques échos du colloque. Pour des références bibliographiques plus détaillées, merci de vous référer à mon article dans la revue *Norois*, n° 238-239, 2016, 1-2, p 109-130, automne 2016, La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique.*

## Nantes Métropole et la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, un couple ouvert à deux battants

Le projet de cette communication est encore de contextualiser la ZAD et, au delà de la thématique choisie, d'en offrir, à nouveau, un récit réaliste et pluriel : limiter les approches romantiques ou déterritorialisées, mais aussi les approches dénigrantes qui, localement, sont très fortement portées par les exécutifs des collectivités et les médias dominants. Nous pourrions dire aussi qu'il s'agit d'observer un objet socio-spatial extraordinaire (convenons qu'il l'est par la puissance de ses effets) dans l'ordinaire de territoires, de personnes ou de collectifs. Le sous-titre fait référence explicite à une pièce de théâtre féministe à deux comédiens écrites par Dario Fo et Franca Rame, artistes italiens (aujourd'hui décédés) engagés dans les textes comme dans la vie, les expérimentations sociales comme dans les joutes électorales, mais aussi internationalement reconnus (Dario Fo devient prix Nobel de littérature en 1997). Nous voulons, par cette parabole du couple en crise mis à nu sur les planches, suggérer que l'objet ZAD n'est pas un isolat, mais entretient une relation d'intimité (de conjugalité) avec une entité politique proche, la métropole nantaise, Nantes Métropole, et la société qui s'y tient. *L'histoire est (donc) d'une banalité à crever : on pourrait l'intituler « Scènes de la vie conjugale ». C'est dire à quel point tous les couples sont concernés par cette pièce.* (extrait d'une critique de Vincent Cambrier). En questionnant la théâtralité et l'intimité de toute expérience socio-spatiale du conflit et la manière dont les acteurs s'arrangent et arrangent la situation entre « fragmentations et convergences », nous souhaitons montrer la complexité et le potentiel des situations au delà des caricatures : transmission, autochtonie, mobilité, engagement, intimité, proximité, conflit, négociation, expertise, professionnalité, sens du métier, ellipse, arrangement, émancipation, carnaval, hybridation. Le théâtre, qui a aussi été connu ici sous la forme d'un théâtre paysan de l'opprimé, dans les années 1960 et 70, est le théâtre d'une lutte, le théâtre de la jactance, le théâtre des opérations, mais aussi le théâtre de soi dans sa propre vie, le théâtre de l'habiter — en société.

Dans une première partie, nous évoquerons les ressources **d'autochtonie-s** des sociétés locales (dans laquelle s'inscrit la posture d'observation), sous forme de transmission temporelle (entre générations, in situ et dans les mobilités associées) et de liens spatiaux immédiats ou projetés (ancrage, mobilité, diffusion, nouvelle ubiquité numérique). Rapidement, nous essaierons de décrire **un couple dysfonctionnel**, Nantes Métropole, entité politique territorialisée émergente et ambitieuse, et la ZAD, haut-lieu politique, poétique, hybride et illégal. Enfin, en filant la métaphore, dans une dernière partie plus neuve, nous évoquerons **les transferts et contre-transferts**. Entre schizophrénie et hybridation, comment vivent les personnes et les collectifs qui sont des deux lieux à la fois, chacun pour sa part et pour son arrangement ? Quelles sont les initiations et cristallisations qui permettent l'échange et l'ouverture à de nouvelles personnes, de nouveaux collectifs ? En conclusion, nous inviterons à sympathiser avec ce couple en crise qui semble pouvoir être décrit également comme une **situation dynamique à fort potentiel d'inédit** et, non un simple problème d'aménagement posé là il y a plus de quarante ans — mais aussi comme une co-évolution, **une régulation de la forme majoritaire**.

## Autochtonie-s

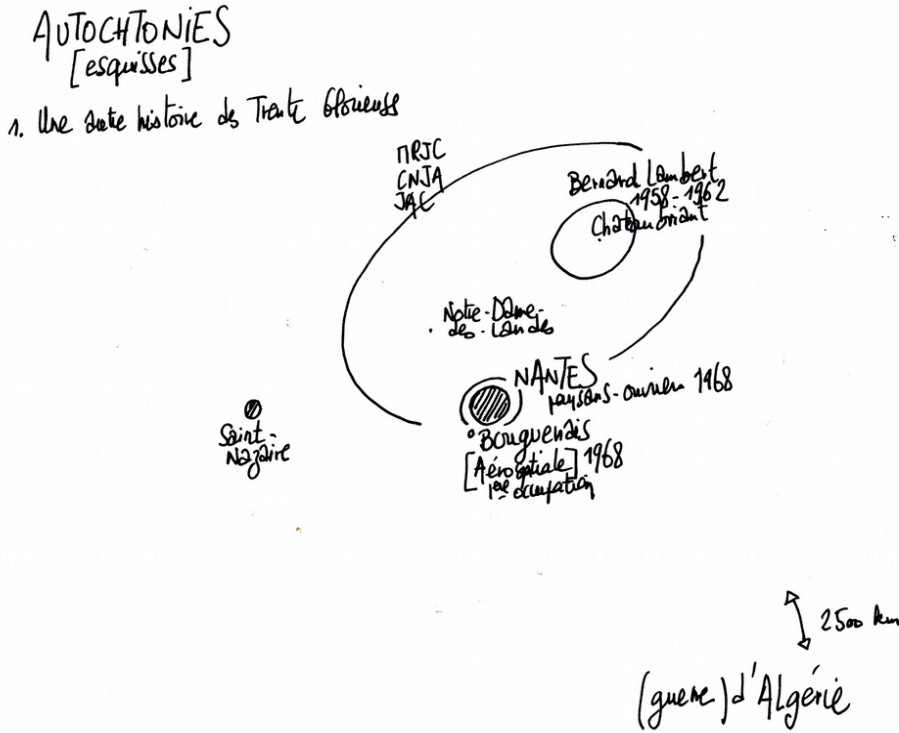
Né à Nantes, habitant aujourd'hui le Sud-Loire dans une commune riveraine de l'aéroport Nantes-Atlantique, ayant travaillé un dizaine d'années dans le collège de Bouguenais, dernier bâtiment de hauteur dans le couloir d'atterrissage principal de l'époque, j'observe que, si l'affaire qui nous occupe est bien un conflit d'aménagement devenu en quarante ans un conflit socio-environnemental, il y a au départ de tout cela un aéroport existant et fonctionnel, dont le trafic croît depuis l'explosion de l'offre low-cost, en accentuant sa saisonnalité. Cette zone riveraine de l'aéroport Nantes Atlantique constitue un bassin de vie et de travail plutôt populaire et fortement marqué à gauche. Comme l'a montré Guillaume Faburel dans ses travaux sur le bruit aéroportuaire, le comportement des « riverains », les « habitants » dirons-nous plus justement, est très variable, car ce bruit est lui-même une construction sociale. Dans notre cas, la demande politique de nouvel aéroport ne vient pas particulièrement des habitants du Sud-Loire. Mon enquête-veille-archivage s'inscrit dans une participation observante émancipée, dans les deux lieux, Nantes Métropole et la ZAD, dans une perspective Sud-Loire métropolitain/Nord-Loire péri-métropolitain.

Je vais développer en trois cartes (documents 1, 2 et 3) l'hypothèse d'un très fort degré d'autochtonie de la situation ZAD, articulé (ce n'est absolument pas contradictoire) à des formes de mobilité puissantes et récurrentes. Ces ressources d'autochtonie sont d'autant plus remarquables qu'au même moment, Nantes Métropole, à travers diverses politiques publiques, dont le Voyage à Nantes, travaille à l'invention d'une nouvelle forme culturelle territorialisée, qui s'embarrasse assez peu des ressources locales, mais leur substitue des formes diverses souvent importées et assemblées localement, avant d'être puissamment médiées dans un nouvel écosystème culturel touristifié. « Autochtonie » est pris ici dans son sens large développé notamment par Jean-Noël Retière (*Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire*, 2003), l'appartenance à des réseaux de relations localisés. Nous suggérons, avec prudence, d'y ajouter une version plus étroite, évoquant l'autochtonie des peuples premiers, reconnue par les Nations-Unies (mais pas par la France qui méconnaît notamment les droits des nations amérindiennes ou marronnes de Guyane). Il ne s'agit pourtant pas d'un recours à l'ethnicité qui serait bien difficile à mobiliser et ré-inventer ici (et bien déplacé aux yeux des acteurs), mais d'un recours utile pour penser la colonialité de l'aménagement et la colonialité de la situation qui nous concerne, elle-même. De fait, le discours métropolitain de la densification et du refus de l'étalement urbain est ici pris en défaut par le projet de développer des infrastructures multiples pour la métropole dans un territoire reliqué par bien des aspects, dans un territoire qui n'est pas le sien.

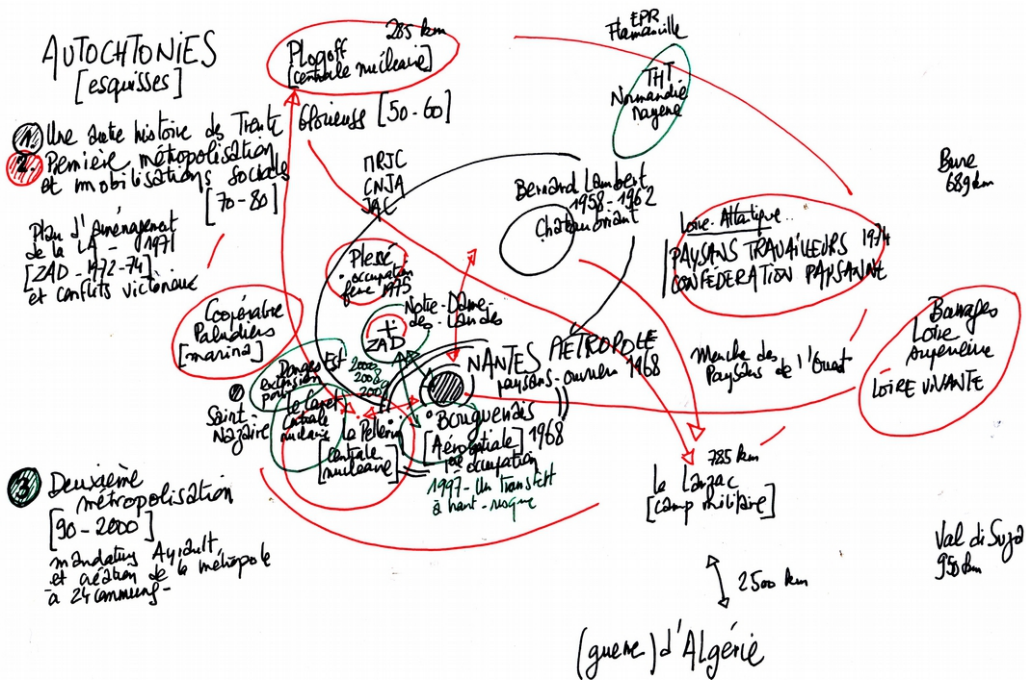
Les trois cartes, inscrites dans la modernité tardive (des Trente Glorieuses à aujourd'hui), se tuilent et les faits sociaux s'entassent peu à peu dans le territoire. Il faut accepter cette importance des antécédents, des reliances, des transmissions de mémoires, de valeurs, d'expériences et de méthodes, une sorte de brouillonnage du territoire. L'aménagement ne travaille pas un espace isomorphe, homogène et vide. Il entre dans des territoires habités. Dès la première carte (1945-1975), nous voyons des pôles politique contestataires, urbains et ruraux, baliser le territoire, notamment la montée des luttes paysannes dans le Nord-Loire, autour du CNJA, de la JAC, avec des figures politiques comme celle de Bernard Lambert, député paysan élu en 1958 contre la guerre d'Algérie, auteur de *Paysans dans la lutte des classes* (1970), cofondateur de la Confédération paysanne, syndicat qui contrôlera un temps la Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique. Le pôle ouvrier de la Basse-Loire, avec la première usine en grève (Sud-Aviation qui deviendra l'Aérospatiale, puis Airbus) en 1968, à Bouguenais, à deux pas de l'actuel aéroport, rencontre les paysans contestataires, dans les comités de grève, les ravitaillements, les coups de main, constituant une véritable mythologie locale renversant l'image du paysan versaillais. Le Larzac, puis Plogoff au tournant de la carte 2, offrent des mobilités puissantes qui lient les conflits locaux de la « première » métropolisation (celle de l'Oream et de la Datar, le projet de centrale nucléaire du Pellerin), conflits souvent victorieux (politiquement médiés par l'élection de François Mitterrand en 1981), avec l'extérieur, qui déplacent les militants, les forment, les mobilisent, les font connaître. La « deuxième » métropolisation est celle de la concentration de pouvoirs locaux de plus en plus puissants, ici en la personne du député-maire-président de la métropole, Jean-Marc Ayrault, qui a justement capitalisé cette histoire politique de la Basse-Loire et, jusqu'à peu, par ses réseaux, contrôlait les grands exécutifs locaux, empêchant toute autre médiation politique dans le conflit. La carte 3 (l'actuel) met en relief le couple composé du haut-lieu contestataire et de l'entité politique majoritaire et de son devenir de « Petit Paris » (expression entendue dans le TGV, en venant au colloque) mais aussi la

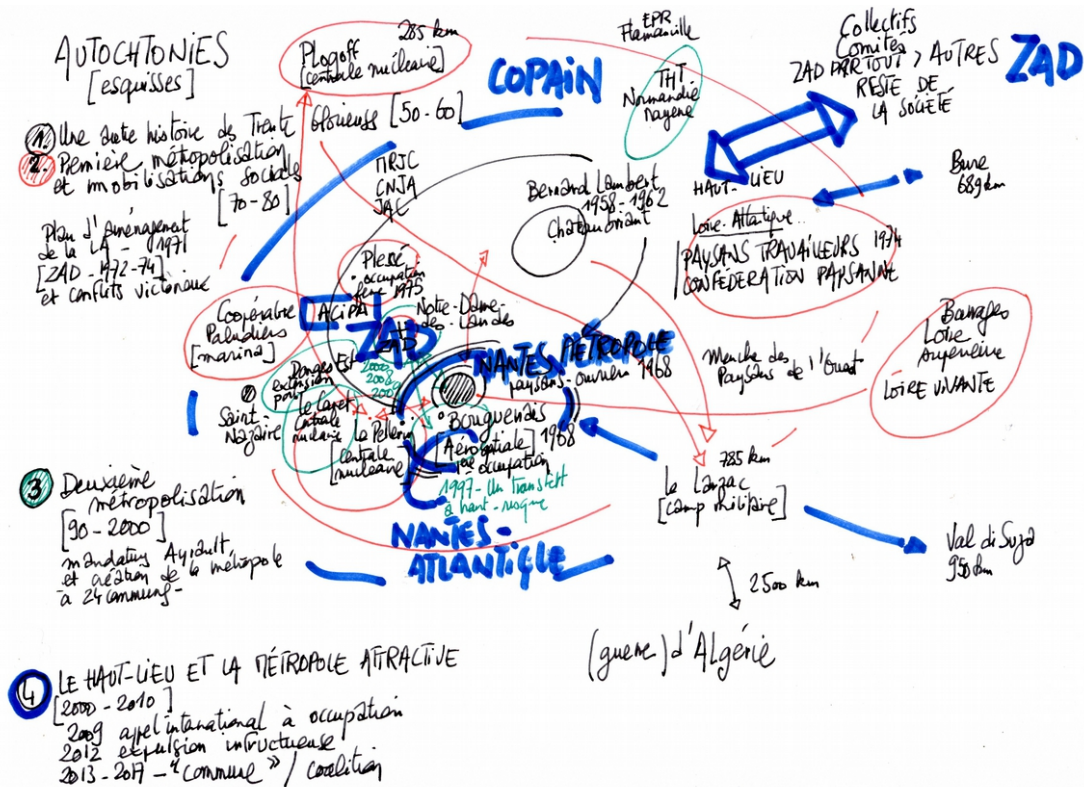
trace active de l'autochtonie (le réseau Copain, la zone aéroportuaire actuelle), et le réseau plus étendu reconfiguré .../...

Document 1 : Autochtonie-s, une autre histoire des Trente Glorieuses (Frédéric Barbe, pour le colloque, 2017)



Document 2 : Autochtonie-s, « première » et « deuxième » métropolisations (Frédéric Barbe, pour le colloque, 2017)





..... par la dynamique ZAD PARTOUT, elle-même affectée de ses propres autochtonies. Le couple est apparemment bien « ouvert à deux battants ».

Ajoutons que les formes de participation officielles émergentes, comme le recours à la Commission Nationale du Débat Public sur un mode de faire très antérieur (décision de transfert déjà prise, site déjà choisi, partiellement acheté, lors du débat) ou plus récemment l'organisation d'une consultation à valeur d'avis le 26 juin 2016 (dans un périmètre qui n'est pas celui du projet, sans professions de foi, ni contrôle de l'accès aux moyens et aux médias, dans un temps court, sans question partagée, ni question alternative) montre comment l'État use très vite les outils qu'il se crée et renforce ainsi la conflictualité que la création de ces outils était censée réduire. On peut se référer utilement à l'analyse statistique détaillée du résultat de la consultation du 26 juin 2016, que fait Jean Rivière dans le numéro 238-239 de la revue *Noréis* en la comparant notamment aux élections régionales de 2015. Le vote NON au projet de nouvel aéroport est fortement corrélé au vote de gauche, quel que soit la composante étudiée, y compris le vote socialiste. Le vote OUI l'emporte grâce aux territoires les plus éloignés de l'actuel aéroport et du projet de nouvel aéroport. À Nantes ville, sur 83 712 bulletins exprimés, il y a 100 voix d'écart en faveur du OUI. Dans les 11 communes métropolitaines du Sud-Loire, sur 56 381 bulletins exprimés, il y a 706 voix d'écart en faveur du NON. Les résultats de la primaire socialiste confirment fortement cette territorialité du vote et certainement l'usage qui a été fait de cette primaire au profit d'un candidat socialiste affirmant vouloir arrêter le projet, proposant ainsi une médiation politique d'un parti de gouvernement.

### Un couple dysfonctionnel

Il s'agit, brièvement et pour la clarté de l'exposé, d'opposer les deux entités, sans les naturaliser ni les géographiser, mais plutôt de les considérer, à la manière de Sophie Houdart et d'Olivier Thiery dans *Humains, non-humains, comment repeupler les sciences sociales* (2011), comme des objets non-humains dynamiques nous faisant agir, d'autant plus qu'il nous semble qu'il s'agit de deux objets extra-ordinaires. Ils incarnent tous les deux la figure de quelque chose qui réussit, voire du bonheur lui-même, mais aussi celle du

boniment et de la double-lecture.

Nantes Métropole est une entité politique hiérarchisée, politiquement et professionnellement, légitimée par le vote et la compétence. Elle est émergente, au sens de sa relative jeunesse (2001, 2004, 2015 pour ses différentes versions) et ambitieuse au regard de ses discours et de l'ampleur de ses politiques publiques fortement structurantes dans un grand nombre de secteurs de la vie urbaine. Elle produit un ordre urbain massif et majoritaire, au sein duquel un méta-dispositif participatif allège la grande verticalité de la distribution du pouvoir tandis qu'un dispositif communicationnel de grande ampleur, urbi et orbi, valorise l'action menée et le style urbain produit ou recherché. Les mots-clefs pourraient être croissance, innovation, attractivité, bien-vivre, participation, transition, élection.

La ZAD est un haut lieu de contre-pouvoir politique et poétique (mais aussi un ensemble de lieux selon l'échelle choisie), assez jeune (2007, 2009, 2012, 2014, pour ses différents états), mais en même temps né de la transformation sur trois générations d'un conflit d'aménagement en un conflit socio-environnemental majeur, dont témoigne l'extension du slogan de la coalition anti-aéroport devenu « contre l'aéroport et son monde ». Fortement marqué par divers styles d'illégalisme ou d'action directe, comme par l'horizontalité, la ZAD a un aussi versant légaliste occupant, par exemple, de nombreux juristes et des associations loi 1901. J'ai développé dans l'article de Norois cette question d'un « habiter en conscience d'habiter », d'un « habiter comme politique » qui concerne à la fois les occupants, mais aussi de nombreuses autres personnes du mouvement, résidant ou non sur la zone.

Ainsi, les deux formes semblent bien tranchées et le temps qui passe les éloigne apparemment comme s'il se produisait un effet de radicalisation progressive des deux représentations, l'une des entités usant par ailleurs depuis maintenant plusieurs années d'une violente rhétorique anti-terroriste pour discréditer l'autre. Nous ne contestons pas cette divergence massive, néanmoins, nous observons les mouvements ordinaires et la manière dont de plus en plus de personnes sont amenées à se positionner, bon gré, mal gré, au milieu de l'inconciliable apparent. C'est à ces arrangements et convergences que je vous convie maintenant. La question pourrait être celle à la fois du débordement des dispositifs (de l'un et de l'autre), mais aussi de l'hybridation des formes et de la manière dont de nombreux acteurs semblent concilier l'inconciliable, en eux-même et parfois en situation, sur une gamme variée de trajectoires personnelles. Il y a là certainement un éloge du conflit, comme lieu de production de la société, mais aussi une sensibilité qui vise à réduire les affrontements.

### **Transfert(s) et contre-transfert(s)**

En somme, peut-on jouer sur deux tableaux, être de deux lieux à la fois, être soi plutôt que de choisir un affiliation unique ? Je propose de commencer un inventaire à la Prévert de catégories d'acteurs présentant à mon sens sinon ce type de stratégie, du moins ce type de posture, entre schizophrénie et hybridation.

> Des professionnels (des salariés) de Nantes Métropole travaillant dans différents services, de l'agent de base au cadre, dont les occupations professionnelles (parfois les appels d'offres ou les dispositifs qu'ils gèrent) recoupent fortement (ou non) les thématiques ou les méthodologies du mouvement. Il est difficile d'en parler, parce que la parole n'est pas libre sur ce sujet, parce les acteurs sont prudents, parce que la sujétion du contrat de travail n'est pas la démocratie, parce que la pression est forte. Nous dirons ici qu'ils et elles existent et que nous en avons croisés, rencontrés, fréquentés, à la ZAD, en manifestation à Nantes, mais aussi dans des discussions privées et discrètes.

> Des salariés de la plate-forme aéroportuaire Nantes Atlantique, travaillant de manière directe ou indirecte pour le concessionnaire Vinci. Là encore, la parole n'est pas libre, et, au delà d'échanges individuels, c'est la création d'un syndicat de site, la CGT AGO, qui syndique des travailleurs de prestataires techniques sous-traitants de l'aéroport (sécurité, avitaillement, etc) qui a permis qu'une parole engagée sur la ZAD s'exprime depuis l'aéroport Nantes Atlantique. Fortement soutenu par le syndicat CGT Vinci et par l'Union locale CGT Sud-Loire, ce syndicat de site participe de la réorientation des postures syndicales et de l'extension des registres de raisonnement. Un collectif intersyndical de soutien à la ZAD a été créé en 2016. Ces groupes procèdent à une forme de récupération-retournement de stigmatisme en proclamant l'aéroport

Nantes Atlantique « zone à défendre ».

> Les militants et élus verts, engagés dans une alliance électorale de longue durée avec le Parti socialiste occupent de nombreux postes électifs au sein de la métropole, portent le message métropolitain, en infléchissent certains axes tout en tenant une position non négociable sur le projet. Le sénateur vert Ronan Dantec, ancien adjoint de Jean-Marc Ayrault, ancien conseiller communautaire, est un pilier de cet ensemble, les ressources que son mandat fournit ont aussi alimenté le combat juridique. Décriés, voire honnis par certains groupes dans le mouvement, ils sont néanmoins présents régulièrement sur la ZAD, incluant, par exemple, un agriculteur retraité, opposant historique, Julien Durand, dans leur liste aux élections régionales de 2015. Cet engagement ferme a été menacé lors de certaines crises (les suites de la manifestation du 22 février 2014, les suites de la consultation du 26 juin 2016), mais cela a d'abord abouti à l'auto-exclusion des personnalités les moins engagées et les moins crédibles, comme le député François de Rugy qui a quitté le parti vert.

> Des lieux de recherche et de formation : l'École d'architecture installée au cœur de l'Île de Nantes, haut-lieu de la production urbaine métropolitaine (préfabrication dans l'École des cabanes de la Châteigne, qui seront transportées et assemblées sur la ZAD lors de la manifestation de ré-occupation du 17 novembre 2012), l'Institut de géographie de l'Université, dont les enseignants-chercheurs (les mêmes qui forment une part importante de techniciens de collectivités via un master dédié) signent en juin 2016, un appel<sup>1</sup> à voter non à la consultation, d'autres enseignants liés à l'urbanisme dont il est aussi difficile de parler davantage par précaution.

> Le Modem (et l'association Nexus qui en est très proche), au travers de la visite fondatrice de François Bayrou en 2010, tenant sur la ZAD, dans une des fermes historiques, des propos très hostiles à la métropolisation et liant le transfert de l'aéroport à la spéculation immobilière métropolitaine. L'association Nexus<sup>2</sup> développe de son côté une approche ingénieur des questions d'aménagement montrant souvent la faiblesse du dispositif public, documentant la pertinence du maintien de l'aéroport actuel, ouvrant la critique sur d'autres aménagements, proposant en somme une approche raisonnée de l'aménagement, fondée sur la compétence et une certaine éthique de la modération, articulée à la recherche de l'intérêt général.

> La renaissance d'une opposition de gauche dans de nombreuses communes de la métropole, et notamment dans les deux communes proches de l'aéroport, Rezé et Bouguenais, où les listes à gauche de la gauche obligent à des triangulaires lors des dernières municipales. Ces listes intègrent la dimension socio-écologique dans leurs programmes, revendiquent fortement l'opposition au projet d'aéroport et questionnent par là-même l'alliance électorale des Verts et du PCF avec les socialistes. Françoise Verchère, une des porte-paroles du mouvement, ancienne maire et conseillère générale socialiste de Bouguenais (« je n'ai pas quitté le Parti socialiste, c'est le Parti socialiste qui m'a quitté ») est une personne (une personnalité) qui, comme beaucoup, a co-évolué avec le conflit et dit d'elle-même que cela a profondément transformé son regard et sa posture.

> Avec les Naturalistes en lutte, le collectif de professionnels et d'associatifs qui a mis en place l'inventaire biologique participatif sur la Zad (et refait l'enquête publique en ce domaine), a médié le discours scientifique, vernaculaire et militant en matière de biodiversité, discuté les conditions de sa protection et les qualités des humains en ce domaine, a affiché une opposition résolue au laboratoire de la compensation écologique que représente le projet d'aéroport, nous ferons un wagon de groupes voisins : amap, jardiniers, cyclistes, agents de l'État travaillant dans des services impactés par le projet (Dreal), et, à leur manière, dans un tout autre registre apparemment, de certains notables retraités du Conseil de développement métropolitain ou des membres de la rédaction de la revue métropolitaine Place Publique.

Toutes ces personnes et ces groupes sont entrés progressivement et de manières très diverses dans le mouvement (ou la situation) et, physiquement, dans la ZAD. Nous parlons maintenant des initiations, des ré-affirmations et des cristallisations qui ont permis ces entrées. Le processus d'initiation est toujours en cours et la première venue (la première visite, la première montée) sur la ZAD reste une décision et une opération à

1 <http://www.ouest-france.fr/debats/point-de-vue/nddl-lappel-voter-non-dimanche-dun-collectif-de-geographes-4317288>

2 <http://nexus-asso.fr/>

la fois décisive pour la personne et très efficace du point de vue du mouvement. En somme, l'habiter d'un jour, d'un après-midi, d'un rassemblement, d'une réunion semble extrêmement impactant, par la déconstruction du discours sur la violence des opposants, par l'appréciation directe des lieux (un bocage humide secondaire datant du 19<sup>ème</sup>, conservé presque en l'état depuis 1972, paradoxalement grâce au projet), par le sentiment d'une certaine transgression et d'une prise de souveraineté par le déplacement de soi dans les lieux, par une forme d'indigénisation et de tolérance à la diversité. Faire avec son corps, c'est aussi participer aux manifestations organisées par le mouvement, celle de 2011, surtout celle de 2014 à Nantes, le 22 février dans une ville en état de siège, où les 50 000 manifestants sont bloqués dans un parcours beaucoup trop petit, où plusieurs jeunes manifestants sont grièvement blessés aux yeux par flashball, montrant l'autoritarisme policier métropolitain (qui remplace alors le discours participatif) et l'injonction politique et médiatique à condamner ensuite les violences des opposants. Ce sont aussi les rassemblements annuels sur la ZAD, chaque été, ou encore les manifestations péri-urbaines, occupation du pont de Cheviré (9 janvier 2016), occupation des quatre-voies, Nantes-Rennes et Nantes-Vannes (27 février 2016), qui sont en elles-mêmes des expériences anthropologiques de critique de la modernité « par les pieds ». Le Carnaval de Nantes est lui-même investi en février 1993, à la fin du défilé, juste derrière le char des Reines et un rangée de vigiles, au terme d'un long rapport de force avec les services de sécurité (document 4). La figure du Carnaval pourrait inspirer notre hypothèse.

## Conclusion

Le conflit de Notre-Dame-des-Landes est binaire à une certaine distance d'observation, plus hétérogène, multiforme et multisitué, discret, voire silencieux à d'autres échelles. Les formes culturelles et politiques qui naissent dans le conflit se diffusent dans le temps et dans l'espace, par proximité et réticularité, au travers de personnes, de collectifs et de représentations. La ZAD et NM s'influencent l'un et l'autre, via ces circulations et ces échanges de différentes natures, c'est l'hypothèse qui a été proposée ici. La ZAD est bien un espace communaliste, qui produit une expérience singulière marquée par l'illégalisme et l'action directe, mais aussi par la violence d'Etat qui en est le meilleur carburant. Elle semble être également une forme de régulation de la métropole, dans un double débordement des dynamiques des deux objets, utilisant notamment le potentiel carnavalesque de toute lutte. Il serait tout autant hasardeux de ne rien vouloir voir de la métropole dans la ZAD. Si Plogoff, selon les termes de Gilles Simon (2010), a été un lieu d'apprentissage de la mobilisation sociale, la ZAD apparaît comme un espace d'hybridation et de refondation de soi, fondé sur l'égalité des acteurs et la possible articulation entre réforme individuelle et action collective, dans un contexte de crise et de colonialité. Une possibilité de l'inédit.

Document 4 : Le char du Collectif étudiant anti-aéroport au Carnaval de Nantes en février 2013, en fin de défilé, derrière le char des Reines et une rangée de vigiles (photographie Frédéric Barbe, 2013).

